



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

## Pour une véritable ambition industrielle en PACA

Une usine en ruine et des salariés errants, nous ne pouvons nous satisfaire de ces images pour notre région subissant de plein fouet les lois d'un capitalisme sauvage.

Aussi, notre démarche est de rencontrer, échanger avec le plus grand nombre d'acteurs possible sur cette question de l'industrie afin de faire émerger des propositions concrètes pour la défense, le développement de celle-ci.

Comment à notre échelle avec les moyens qui sont les nôtres, avec la volonté politique qui est la nôtre, comment pouvons nous traiter cette question ?

Nous portons une ambition industrielle parce que nous pensons que l'industrie représente un secteur d'avenir pour notre pays et pour notre région.

En effet, l'industrie est indispensable à l'existence et au développement des autres activités.

C'est un élément structurant de l'activité économique en termes de création de richesses, de maîtrise technologique, de recherche et d'aménagement du territoire.

Or aujourd'hui, la France subit un phénomène de désindustrialisation relatif qui touche la production, fait diminuer les emplois directs.

Prendre à bras le corps une nouvelle ambition industrielle pour notre Région, c'est concevoir et prévoir l'évolution actuelle de la totalité de l'activité économique de notre territoire, cela nous oblige aussi à avoir une réflexion sur les délocalisations.

Résultat d'une décision de la part des entreprises afin de profiter de la concurrence entre les pays, les délocalisations entraînent un chantage salarial.

Les délocalisations ne seraient ainsi qu'un problème de compétitivité des territoires.

Aussi la réponse est classique : travailler plus, allègements fiscaux et réforme des systèmes sociaux, développement de la recherche avec des aides publiques, flexibilité et recentrage des activités sur les plus rentables.

Mais, n'oublions pas une chose, les délocalisations sont un effet du développement du capitalisme financier : baisse des salaires dans les pays développés qui entraîne une obligation de produire à faible coût pour vendre. Le but est de renforcer le taux d'exploitation pour une extraction supérieure de profits.

Si la délocalisation a pour cause une politique prédatrice des grands groupes, alliée à une recherche des produits moins chers par le consommateur à cause des salaires de plus en plus bas, seule une politique prenant en compte ces deux données pourra être efficace.

En PACA, notre industrie représente 11% du PIB régional. Elle est principalement basée sur les zones de Fos sur Mer et de l'étang de Berre, de Rousset, autour de Cadarache dans la vallée de la Durance, dans la vallée du Rhône, sur l'agglomération toulonnaise ainsi que sur le littoral des Alpes Maritimes. Les filières principales sont l'agroalimentaire, la construction aéronautique, la construction et la réparation navale, la chimie, pétrochimie et raffinage, l'industrie pharmaceutique, la microélectronique, la sidérurgie, l'énergie et le nucléaire.

Tous ces secteurs ou presque sont aujourd'hui touchés (Fralib, Netcacao, LyondellBasell, Eon, Schneider, DCN, Sanofi, Arkema, agro-industrie du Vaucluse, Ansaldo Breda...)

Notre démarche n'est pas une fin en soi. Nos multiples rencontres avec les salariés, les représentants syndicaux, la population vont nous permettre de porter et de construire collectivement d'autres choix, d'autres propositions que nous mettrons en débat en sein de l'assemblée régionale pour pérenniser et développer notre activité industrielle. Nous sommes persuadés que d'autres choix sont possibles et notre utilité d'élu régional réside bien là.

Notre réflexion pour être tout à fait complète et globale doit bien entendu intégrer la question des transports, de l'énergie en grande quantité, du logement, du coût du foncier, de la formation, de la recherche, des filières, du contrôle des fonds publics.

D'ores et déjà nous mettons en débat des propositions générales, des questions à envisager :

- Quelle ambition industrielle sans un contrôle minimum des bases de la production, faut-il créer des pôles industriels et énergétiques de base ?
- Un pôle public de financement avec un contrôle de l'utilisation des fonds important ;
- Ambition industrielle et démocratie salariale : quelle présence des organisations syndicales au sein des PRIDES ?
- Formation, recherche et industrie : comment l'une peut-elle survivre sans les autres ?
- Les services publics et l'industrie ;
- Quel rôle de l'entreprise dans la transmission des savoirs, la lutte contre la déqualification, les lycées et leur filière technique ?
- Le besoin de prévention en termes de lutte contre les maladies professionnelles ;
- Un pôle bancaire et financier public peut-il est un outil efficace pour le maintien de l'emploi et le développement de l'activité industrielle ?
- Quel avenir pour une filière de déconstruction navale en PACA ?